



Compte rendu de séminaire : séance du 8 janvier 2018

Rédigé par Cindy Keo-Vu

Cette séance accueille Vladimir Stolojan, docteur en histoire et civilisation, membre associé du CESSMA (Paris-Diderot). Son intervention intitulée « Entre ‘chapeaux rouges’ et ‘chapeaux blancs’ : les mises en récits des expériences victimaires par les différentes associations d’anciens prisonniers de la Terreur blanche » porte sur les récits de l’expérience autoritaire à Taïwan.

L’exposé fait le lien avec le dernier chapitre de sa thèse intitulée « Le statu-quo de la mémoire nationale à Taïwan. Les dynamiques antagonistes de mises en récits publics de l’expérience autoritaire ». Cet exposé met la lumière sur « la dynamique interrelationnelle propre au collectif formé par l’ensemble des victimes » (V. Stolojan) et sur les récits produits par les associations de victimes de la Terreur blanche, d’un côté celles rassemblant d’anciens prisonniers communistes (surnommés « chapeaux rouges ») et, de l’autre, celles composées d’anciens prisonniers accusés de velléités indépendantistes (surnommés « chapeaux blancs »).

Les anciens prisonniers victimes de la Terreur blanche regroupent à la fois des Chinois continentaux (Waishengren) et des Taïwanais de souche (Benshengren). Ce qui est manifeste dans les récits de ces anciens prisonniers est que la distinction entre « chapeaux rouges » et « chapeaux blancs » relève moins d’une opposition entre Waishengren et Benshengren que d’une opposition idéologique. Ces différents groupes se fédèrent les uns et les autres autour d’une idéologie particulière, mais ne restent cependant pas cloisonnés : ils peuvent faire cause commune avec d’autres, adoptant sur certains points les mêmes revendications.

Condamnées, emprisonnées et, quelquefois même, exécutées pour avoir réclamé la démocratisation de Taïwan, son indépendance ou encore sa réunification avec la Chine, ces personnes sont au cœur des préoccupations de trois associations créées après 1987 et qui se mobilisent pour leur réhabilitation. Nous retenons :

- « L’Association fraternelle des prisonniers politiques taïwanais » qui regroupe les nationalistes taïwanais ; elle est renommée par la suite « Association des prisonniers politiques formosans ». Les anciens prisonniers participent à la réhabilitation des victimes de l’Incident 228 et mènent d’autres actions autour du nationalisme taïwanais.
- « L’Association d’entraide des victimes politiques du territoire de Taïwan » qui regroupe les détenus communistes favorables à l’unification avec la Chine, l’autonomie politique et la réalisation des libertés démocratiques.
- « L’Association pour la réhabilitation des procès de la Terreur blanche taïwanaise des années 1950 » qui regroupe les membres de l’Association précédente et qui œuvre essentiellement pour la réhabilitation des victimes de la Terreur blanche.

Ces associations communiquent et agissent plus ou moins en collaboration, et peuvent exprimer des revendications communes, de même que leur positionnement idéologique peut également connaître des évolutions. Ce qui est également commun à ces collectifs, notamment aux deux premiers, est leur faible représentativité et leur relative marginalité dans la société taïwanaise. Elles se retrouvent le plus souvent confrontées à la passivité de l’État dans la réhabilitation de ces prisonniers. L’État tend même à faire du statut de prisonnier un stigmata.



Les associations pro-unifications et communistes mènent néanmoins des actions qui leur sont propres pour faire valoir la mémoire de ces prisonniers. Cela passe notamment par l'institutionnalisation de certains espaces et par un processus de mémorialisation avec l'érection de monuments, de stèles, de plaques, l'aménagement de cimetières et de « parc du souvenir », etc. Cela s'accompagne également de commémorations propres aux groupes, de chants et de discours pour se souvenir des prisonniers exécutés par le régime autoritaire.

L'analyse du discours par Vladimir Stolojan montre notamment comment les groupes participent activement à la reconnaissance de ces prisonniers. Ils insistent dans leur discours sur les actions et les luttes menées, et se posent comme des combattants agissant pour que soient prolongés « dans le présent les engagements du passé ».

De plus, bien que ces collectifs mènent des actions propres à chacun, ils se rejoignent sur des sujets importants et adressent conjointement leurs revendications au gouvernement qui concernent notamment la « révision de la loi sur la sécurité nationale », le « versement de compensation de toutes les victimes » et la demande « que la valeur des biens spoliés par le régime soit prise en compte dans le calcul des indemnisations » (V. Stolojan).